



**MISSION PERMANENTE DE LA SUISSE
AUPRÈS DES NATIONS UNIES**

Seul le texte prononcé fait foi

**61e Session de l'Assemblée générale des Nations Unies – Point 54b de l'ordre du jour
Dialogue à Haut Niveau sur la Migration Internationale et le Développement**

Déclaration prononcée par

**S.E. M. l'Ambassadeur Walter Fust, Directeur
Direction du développement et de la coopération**

**61st session of the General Assembly of the United Nations – Item 54b of the Agenda
High-level Dialogue on International Migration and Development**

Statement by

**H.E. Ambassador Walter Fust, Director-General
Swiss Agency for Development Cooperation**

New York, 15 September 2006

Madame la Présidente,

La migration est un fait qui a toujours existé et qui continuera à nous lier – nous les Etats - dans l'objectif de gérer la migration et de prévenir ses formes illégales et non-voulues. Le résultat qu'il convient d'atteindre réside donc, à notre sens, dans la création d'un véritable partenariat entre les Etats, les organisations internationales et la société civile, de façon à gérer la migration de manière équitable, juste et transparente et dans l'esprit d'une responsabilité mutuelle.

Dans le cadre de ces partenariats, il conviendra en tout premier lieu d'analyser les causes réelles des migrations : Ce sont - parmi d'autres - la pauvreté et le manque de perspectives d'avenir, la mauvaise gouvernance, l'insécurité, la violation des droits humains ou encore les conflits armés.

Nous devons réfléchir de toute urgence aux instruments susceptibles de mettre à profit les aspects positifs de la migration et d'en limiter les effets négatifs. C'est dans ce contexte que la Suisse a lancé l'Initiative de Berne, dont l'aboutissement est l'« Agenda international pour la gestion des migrations ». En tant que processus, l'Initiative de Berne a offert aux gouvernements de toutes les régions du monde la possibilité de partager leurs priorités politiques, d'une part, et de recenser leurs intérêts à long terme dans le domaine migratoire, d'autre part, notamment en visant l'adoption d'une orientation commune basée sur les concepts de coopération, d'exhaustivité, d'équilibre et de prévisibilité.

Le rapport de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales, publié en octobre 2005, définit clairement la situation idéale : « Migrer par choix et non par nécessité ». En effet, trop nombreux sont les hommes et les femmes qui quittent leur foyer et leur famille pour des raisons indépendantes de leur volonté.

Madame la Présidente,

Il est de notre devoir de consacrer plus d'attention aux causes de la migration et à la prévention. Nous devons tous porter l'accent sur les instruments susceptibles d'améliorer les conditions de vie dans les pays d'origine. La Suisse s'est engagée sur

cette voie, et elle entend poursuivre son engagement sur le plan international, en faveur de la sécurité humaine, de la paix ainsi que du respect du droit international et des droits humains. De même, la coopération suisse veut par son orientation et les résultats contribuer à la stabilisation de la situation politique, économique et sociale dans les pays d'émigration.

Les projets de coopération au développement doivent davantage viser la création d'emplois durables, en nombre suffisant, dans les pays en développement, en attachant en outre une grande importance aux systèmes d'épargne et de crédit. Par ailleurs, nos expériences le montrent, les capacités entrepreneuriales des femmes sont restées trop négligées. Or il est évident qu'il s'agit là d'un potentiel important pour promouvoir les économies locales de façon durable.

Une autre piste à suivre réside dans la possibilité d'exploiter des synergies entre migration et développement. Les « remises de fonds » à destination des pays d'origine – ou "Remittances", en anglais – tournent autour de 200 milliards de dollars par année y compris les transferts de fonds entre les pays industrialisés. Bien entendu, il s'agit de fonds privés. Mais nous pouvons, et devons, explorer les synergies potentielles entre ces importants flux financiers et la coopération officielle au développement. Cependant, ces flux ne se substituent pas à l'aide au développement. Il y a lieu d'une part, d'améliorer l'efficacité de ces transferts en réduisant leurs coûts et en assurant une procédure sûre, légale et sans taxations additionnelles; et d'autre part d'améliorer l'effet de ces fonds sur le développement. Dans ce contexte, la Suisse salue les efforts des banques multilatérales, des agences bilatérales et d'autres organisations actives dans ce domaine et encourage tous les partenaires à échanger leurs expériences.

Nous encourageons également les Etats, les organisations internationales et les institutions financières internationales à intégrer le domaine de la migration dans les Stratégies Nationales de Réduction de la Pauvreté et dans leurs politiques régionales. Les politiques macro-économiques mises en place doivent faciliter les investissements internationaux et nationaux, ceux de la diaspora y compris, aux fins d'agir dans un authentique esprit de partenariat.

La Suisse considère que l'intégration sociale des migrants passe en premier lieu par la participation au marché du travail et la formation. C'est pourquoi elle plaide pour des politiques visant l'amélioration du statut des travailleurs migrants, leur insertion active sur le marché du travail, la formation des jeunes et la lutte contre le chômage ainsi que des mesures efficaces contre le travail clandestin.

C'est de toute notre force que nous devons combattre la facette la plus inhumaine de la migration forcée, à savoir le trafic des êtres humains. Nous devons donc accorder aux victimes – enfants, femmes et hommes – une attention plus soutenue en matière de protection et d'assistance. N'oublions pas non plus que l'insécurité et le manque de protection auxquels sont exposés les migrants mettent surtout en danger les personnes âgées, les malades et les handicapés. Les femmes et les enfants sont, eux aussi, particulièrement vulnérables. Mais il manque encore bien des chapitres dans cette triste énumération, puisque l'exploitation sexuelle, le travail forcé, les viols systématiques et la transmission du VIH/sida reviennent régulièrement dans le vécu de millions de femmes et d'enfants migrants.

Madame la Présidente

La Suisse s'est engagée à plusieurs reprises pour que la migration figure en bonne place sur l'agenda international. En témoignent, notre engagement dans l'Initiative de Berne, ou en faveur de la Commission Mondiale sur les Migrations Internationales ainsi que dans l'établissement du « groupe ad hoc d'Etats sur la Migration » à Genève. Nous sommes heureux que le Dialogue de Haut Niveau ait pu éveiller un grand intérêt pour discuter de cette thématique si importante pour le monde entier. Nous sommes d'ailleurs convaincus que les discussions entre Etats doivent continuer et nous souhaitons en particulier que le Dialogue à Haut Niveau sur la Migration et le Développement se tienne périodiquement, dans le cadre des Nations Unies. La Suisse est prête à s'engager en ce sens.

Je vous remercie.

Madam President,

Migration is a fact which has always existed and which will continue to bring us together – as States – in an endeavor to manage migration and to prevent forms that are undesired or illegal. Therefore, our efforts should, in our view, result in the creation of a true partnership among States, international organizations and civil society, so that we are able to manage – in a spirit of mutual responsibility – the phenomenon of migration in a manner that is equitable, fair, and transparent.

In this context, partnerships are essential as frameworks for the implementation of our common projects. First and foremost, we have to join forces in understanding the real causes of migration such as poverty, the lack of prospects for the future, bad governance, insecurity, the violation of human rights and armed conflict.

We urgently need to develop instruments which enable us to maximize the positive aspects of migration while minimizing the negative effects. Such considerations inspired Switzerland to launch the Berne Initiative, a process that aimed at developing an International Agenda for Migration Management. As a process, the Berne Initiative enabled governments from all regions of the world to share their different policy priorities and to identify their long-term interests in the domain of migration. It offered the opportunity to agree on a common orientation to migration management based on the notions of cooperation, comprehensiveness, balance, and predictability.

The Report of the Global Commission on International Migration, published in October 2005, clearly formulated what the ideal situation should be: migration out of choice rather than necessity. Indeed, the number of women and men who leave their homes and families for reasons independent of their own free will, is still far too great.

Consequently, it is our duty to dedicate more attention to the causes of migration and to the prevention of undesired forms of migration. In order to do so, we must join in focusing on instruments which are geared to improving the living conditions in the countries of origin. On the international level, Switzerland is committed – and intends

to pursue its engagement – to fostering human security, promoting peace, enhancing the respect for international law, and strengthening the respect for human rights. Similarly, the Swiss development cooperation is strategically oriented towards obtaining results that contribute to the stabilization of political, economic, and social situation of the countries of emigration.

Development cooperation projects must redouble their efforts to create stable and sufficient employment opportunities in the developing countries, while emphasizing the importance of savings systems and access to credit. In addition, experience has taught us that the entrepreneurial capacity of women has been vastly underestimated to date. It is evident that we are dealing, here, with an aspect which holds enormous potential for sustainably promoting the economy at the local level.

Another approach to be explored consists in making use of potential synergies that exist between migration and development. The remittances which migrants send back to their countries of origin, amount to close to USD 200 billion per year, including transfers between the industrialized countries. Notwithstanding the fact that these are indeed private funds, we can and should seek out the potential synergies between these financial flows and the concerns of development cooperation. These remittance flows, however, are no substitute for development assistance. Our task, on the one hand, is to improve the effectiveness of these transfers by lowering their cost and by ensuring that transfer procedures are without risk, legal, and exempt of additional taxes, while endeavoring, on the other hand, to enhance the effect of these funds on development. In this regard, Switzerland applauds the efforts that multilateral banks, bilateral agencies, and other organizations have been making in this domain, and encourages all partners to exchange their experiences.

We encourage States, international organizations and international financial institutions to integrate the domain of migration into Poverty Reduction Strategies (PRSs) and into regional policies. We also believe that macro-economic policies should facilitate international and national investment – including by diasporas – so that our actions unfold in a spirit of genuine partnership.

Switzerland's opinion is that social integration of migrants takes place primarily by way of participation in the labor market and through education. For this reason, it advocates for policies aimed at improving the status of migrant workers, their active insertion into the workforce, vocational training for youth, reducing unemployment, as well as taking effective measures against illegal employment.

We should spare no effort in combating the most inhuman form of forced migration, namely the trafficking of human beings. It is our duty to provide the victims – children, women, and men – with enhanced support in terms of protection and assistance. Neither should it be forgotten that the insecurity and lack of protection to which migrants are exposed, tends to put in danger particularly the elderly, the sick, and the handicapped. Women and children are also among the most vulnerable. Yet this sad situation is only the tip of the iceberg: Sexual exploitation, forced labor, systematic rape, and HIV/AIDS infection are frequently part and parcel of the daily existence of millions of women and children migrants.

Madam President,

Switzerland has, on a number of occasions, advocated a prominent place for migration on the international agenda. Our commitment and support to the Bern Initiative, the Global Commission on International Migration, and the establishment of the Ad-hoc Group of States on Migration in Geneva, bears ample witness. We are delighted that the High-level Dialogue has succeeded in awakening a high level of interest in a theme so crucial for the entire world. Moreover, we are convinced that the discussions between States must continue and, in particular, that the High-level Dialogue on International Migration and Development should be held periodically within the frame of the United Nations. To this end, Switzerland is prepared to lend its support.

Thank you.